

# manifestation – Un mois de crise, un mois d'impasse

🕒 22 mai 2018 👁 445 Vues 📖 4 minute(s) pour lire



**Un mois après le début de la crise, aucune esquisse de solution n'est en vue. Les médiateurs internationaux sont repartis dépités. Les conséquences de la crise sur le plan socio- économique commencent à se faire sentir.**

La crise s'enlise. C'est le moins que l'on puisse dire un mois après les violents accrochages du 21 avril. Des contestations des lois électorales, les revendications des manifestants menés par soixante treize députés minoritaires se sont étendues au fil des jours.

La Haute Cour Constitutionnelle a exaucé leur vœu presque à 100% en écartant tous les articles litigieux dans les lois électorales votées à l'Assemblée nationale mais cela n'a rien arrangé dans leur position. Pire, ils ont demandé la démission du président de la République à travers une requête en déchéance au niveau de la HCC dont on attend l'arrêt à ce sujet.

La Haute Cour Constitutionnelle a exaucé leur vœu presque à 100% en écartant tous les articles litigieux dans les lois électorales votées à l'Assemblée nationale mais cela n'a rien arrangé dans leur position. Pire, ils ont demandé la démission du président de la République à travers une requête en déchéance au niveau de la HCC dont on attend l'arrêt à ce sujet.

Les manifestants ont refusé toute négociation d'où qu'ils viennent sans la démission au préalable du président Hery Rajaonarimampianina. Les médiateurs internationaux ont eu beau tout tenté, ils sont rentrés sur la pointe des pieds, sans avoir pu faire avancer d'un pas les pourparlers.

Entre-temps, le président de la République est toujours en place en attendant la décision de la HCC. Sa déchéance semble d'ailleurs improbable étant donné que la position de la communauté internationale a été on ne peut plus claire. « Le Président reste en place, pas de Transition, pas d'élection anticipée » telles sont les conditions posées par les médiateurs étrangers selon des sources avisées.

On oublie souvent que nous avons adhéré à des organismes et organisations internationaux sous certaines conditions et en acceptant de respecter les règles et principes en vigueur. C'est la raison pour laquelle ils interviennent automatiquement quand un pays membre se trouve en difficulté. Tant qu'un pays est membre, c'est ainsi que cela fonctionne. Il est évident qu'un pays peut quitter une organisation s'il le souhaite.

Si les médiateurs sont impuissants face à l'intransigeance des députés de l'opposition, les manifestants n'ont pas pu pour le moment mener à terme leur projet de déloger le Président. Du coup, la crise traîne en longueur et risque de laisser les partisans de la lutte. Les soixante treize députés doivent ainsi creuser les méninges tous les jours pour maintenir la mobilisation.

### **Coup d'État**

De là à passer par les menaces pour obliger les employés des ministères à grossir leurs rangs, il n'y a qu'un pas qu'ils ont allègrement franchi. Les élèves des collèges et lycées en font également les frais. Les cours ont du être suspendus et n'ont pas encore repris. Les parents sont inquiets à quelques mois des examens.

Les universitaires ont également emboîté le pas aux manifestants pour exhaler tous leurs ressentiments datant de plusieurs années, de la Transition de Rajoelina.

Le pays vit dans une impasse depuis un mois et n'est pas prêt de voir le bout du tunnel. Si la HCC déboute les soixante treize députés de leur requête en déchéance, que va-t-il se passer ? Accepteront-ils de s'asseoir autour d'une table et chercher les moyens d'organiser des élections propres où iront-ils jusqu'au bout de leurs revendications en procédant cette fois à un coup d'État pour destituer le Président ? De deux choses l'une puisqu'il faut bien achever une crise.

Le coup d'État est d'autant plus probable que les manifestants de la place du 13 mai exige également la dissolution de toutes les institutions. À moins que c'est la HCC qu'ils poussent à faire ce coup d'État à coups de pression et menaces.

En attendant un dénouement heureux de cette crise, les dégâts et les conséquences se font déjà sentir. Selon un reportage de Rfi, les commerçants à Analakely et des environs commencent à râler. Les affaires subissent les contre-coup de la crise. Les acheteurs sont moins nombreux et préfèrent économiser en prévention d'une crise plus longue.

Les années scolaire et universitaire risquent d'être compromises par la grève. Les parents craignent une année perdue.

Le tourisme ne se porte pas mieux. Son meilleur ennemi est l'instabilité politique. Des annulations de voyage se sont faites. Le Fivmpama a déjà tiré la sonnette d'alarme pas plus tard que la semaine passée face aux risques d'une longue crise pour les entreprises.

À Toamasina, la douane fonctionne au ralenti au grand dam des exportateurs et importateurs. Des commandes des entreprises franches auraient été bloquées. La grève partielle vient aggraver le cas d'engorgement au port de Toamasina.

Les pénuries de produits de première nécessité ne sont pas à écarter d'ici peu.

Un mois est passé. On ignore combien il reste pour mettre fin à cette crise. Une troisième voie s'est fait entendre pour tenter de trouver une solution face à l'incapacité des politiciens des deux camps à s'entendre et régler les problèmes. Ce n'est pas trop tôt. Les dégâts risquent de s'aggraver si on attend davantage.

### **La rédaction**

Source : <https://www.lexpressmada.com/22/05/2018/manifestation-un%e2%80%88mois%e2%80%88de%e2%80%88crise%e2%80%88un%e2%80%88mois%e2%80%88dimpasse/>